

**COMPTE FINANCIER 2025
RAPPORT DE GESTION
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 10 MARS 2026**

La note ordonnateur concernant le budget initial pour l'année 2025 identifiait trois priorités majeures pour la ComUE Université de Lyon :

- *« Le projet de structuration académique du site devra se déployer sur son volet opérationnel dans le courant de l'année 2025. Si les enjeux de gouvernance et de financement sont encore en cours de discussion, la ComUE devra contribuer à l'émergence des objets disciplinaires et thématiques permettant de répondre aux objectifs que se sont fixés les établissements.*
- *Le 102 - Centre de santé, dont l'ouverture est prévue en janvier 2025, répondra à un besoin prégnant, parmi la population étudiante, de prévention, d'accompagnement et de prise en charge dans le domaine de la santé mentale. Cette ouverture lancera également une période d'expérimentation de trois ans, tant sur le volet médical que sur l'aspect économique et la viabilité d'un tel dispositif.*
- *L'ouverture du bâtiment de la I-Factory, programmée à la rentrée universitaire 2025, doit venir concrétiser le continuum entrepreneuriat-innovation-transfert. En rassemblant, au sein d'un même bâtiment, des acteurs agissant sur les différents maillons de la chaîne d'innovation et auprès de différentes communautés, les synergies ainsi créées permettront d'accompagner le développement de solutions innovantes sur le territoire, de valoriser les initiatives entrepreneuriales étudiantes et d'accélérer les transferts de technologies issues des laboratoires. »*

Ces différents projets ont eu des impacts structurants pour l'établissement.

La stratégie scientifique de site, dont les premiers objets ont été déployés au cours de l'année 2025, représente un enjeu stratégique majeur, avec un impact financier limité pour 2025.

La décision de mobilisation du fonds de roulement de la ComUE, au bénéfice des activités des instituts thématiques et réseaux de coordination disciplinaires, est intégrée au budget initial 2026 et se traduira également dans les comptes de l'année 2026.

Le centre de santé mentale étudiant, le 102, a ouvert ses portes le 22 janvier 2025. Au 31 décembre 2025, 3300 consultations ont été effectuées pour 810 étudiants accompagnés. L'équipe a été complétée par le recrutement d'un psychologue supplémentaire en avril afin de mieux répondre aux besoins des étudiants. En particulier, les financements de l'Etat en 2023 (448K€) et 2025 (220K€) et de la Région en 2023 (90K€) et 2024 (150K€) ont permis de financer l'ingénierie de projet, l'aménagement des locaux, et l'amorçage

d'activité. Les soutiens de l'Agence Régionale de Santé, de la Métropole de Lyon, de la Ville de Lyon et de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) permettent le financement de l'activité du centre, tant en soin qu'en prévention. Dans cette première phase de développement, la ComUE a répondu à différents appels à projet dans la perspective d'un financement de l'activité du 102, notamment dans le cadre du Fonds de Solidarité Européen (FSE+).

Parallèlement, la phase amont, puis l'ouverture de la I-Factory à partir du 22 septembre 2025 a fortement mobilisé l'établissement et ses ressources. Ce projet traduit l'ambition du site dans le domaine de l'innovation, avec un lieu ouvert à toutes et tous, accueillant de nombreux acteurs, et permettant un accompagnement des étudiants et des chercheurs sur l'ensemble de la chaîne de maturité de l'innovation (de l'idéation au transfert de technologie) sous toutes ses formes : innovation technologique, sociale et publique, ou encore issue des étudiants. La I-Factory s'appuie sur une équipe de huit agents et le modèle économique mis en place, éprouvé sur la fin de l'exercice, se poursuivra sur 2026, ce qui permettra d'en évaluer la robustesse et d'ajuster l'évolution de cette nouvelle mission.

Au niveau fiscal, l'établissement a mandaté KPMG afin de réaliser un audit sur les différents impôts et taxes dont la ComUE est redevable et sur les modalités de leur prise en compte. Les conclusions ont donné lieu à un rapport dont l'établissement a eu connaissance courant novembre.

L'audit a indiqué que l'établissement doit s'acquitter de la taxe sur les salaires, du fait de l'absence de délivrance de diplôme de niveau au moins équivalent au master. Néanmoins, la contribution essentielle de la ComUE dans le cadre de la formation doctorale et de la délivrance du doctorat doit être étudiée par l'administration fiscale. Une demande de rescrit a été formulée en ce sens. Une provision comptable a été enregistrée pour 1,5 millions d'euros, afin de couvrir les sommes dues pour les exercices 2023 et 2024. L'impact concerne entre autres les projets financés pour lesquels cette taxe fait partie des dépenses éligibles, y compris pour les Labex.

Par ailleurs, les pratiques en matière de TVA doivent donner lieu à des ajustements, ce qui se traduira par un plan d'action mis en place en 2026. En matière de TVA, le taux de taxation relatif à l'activité de la I-Factory a été recalculé en fonction des recommandations du rapport, donnant lieu à une charge supplémentaire de 1,7 M€ par rapport au scénario prévisionnel. Il s'agit de la TVA que l'établissement devra reverser à l'Etat courant 2026, eu égard à la correction du calcul du taux de réduction.

1. Exécution des autorisations d'emploi

Prévision d'atterrissage pour l'année 2025 voté au BI 2025 : 11 272 000 € pour 210 ETPT.

Prévision d'atterrissage pour l'année 2025 à fin avril 2025 (phase 2) : 10 650 000 € pour 192 ETPT.

Prévision d'atterrissage pour l'année 2025 à fin septembre 2025 (phase 3) : 10 323 K€ € pour 185 ETPT.

Prévision d'atterrissage pour l'année 2025 à voter au BR1 2025 : 10 280 000 € pour 183 ETPT.

Atterrissage Compte Financier 2025 : 10 199 928 € pour 182.05 ETPT.

1.1. Autorisations d'emplois sur le budget Etat

A ce jour, l'établissement a reçu la notification définitive du budget 2025, datant du 12 décembre 2025. Cette dernière notifie 95 ETP pour 6 830 300 € de masse salariale.

Les emplois sous plafond « Etat » financés par la subvention pour charge de service public (SCSP) votés au BI 2025 sont au nombre de 80 et la masse salariale est prévue à 4 730 K€.

Lors du BR1 2025, la prévision a été ajustée à 78 ETPT pour 4 630 K€.

A l'élaboration du compte financier 2025, l'atterrissage est à 77,36 ETPT pour 4 597 887 €.

- Le principal changement par rapport à la prévision initiale provient du fléchage des postes du centre de santé mentale (3 médecins, 1 Infirmière, 2 psychologues, 1 psychiatre, 1 chargée de prévention, 1 secrétaire médicale et une chargée administrative, tous en CDD) :
 - o A partir de juin 2025, l'établissement a basculé l'ensemble des postes de ce service sur le plafond Etat (+318 K€ sur 2025). Ils entreront en année pleine à partir de 2026. -> + 375 K€.
 - o En fin année 2025, un nouveau poste de médecin psychiatre a été publié, mais il n'a pas été pourvu en 2025 (-18 K€ déprogrammés).
- Sur le volet de la gouvernance :
 - o Un poste de chargé de mécénat était envisagé. Le profil a évolué au profit d'un poste de chargé de déploiement de la stratégie scientifique de site, en lien avec les orientations stratégiques de l'établissement. Le poste a été pourvu pour quatre mois seulement -> -42 K€ (entre le BI 2025 et le BR1). Le poste a été pourvu à un budget moindre, (-15 K€ ont été déprogrammés en plus au BR1) -> -57 K€ en tout.
 - o Il y a eu le départ d'une assistante de direction, cette dernière n'a pas été remplacée (-20 K€).
 - o La provision initiale du salaire prévu pour la DGS a été revue à la baisse (-40K€).
- Sur le volet finance et comptabilité, les contrats de deux agents initialement prévus pour rester 6 mois en 2025 ont été prolongés, afin de compenser les retards de recrutements et absences prolongés (+30 K€).
- Concernant l'entrepreneuriat, le fléchage des financements de l'équipe a été modifié. Cela s'est traduit par une baisse notable de postes financés par la SCSP (-165 K€ entre le BI et la phase 3), ces postes étant désormais financés par des fonds Métropole/Région. En cette fin

d'année, il y a eu encore un réajustement (-40 K€ à déprogrammer en plus entre la phase 3 et le BR1) -> -210 K€ en tout.

- Sur le volet de la documentation, un poste pour le projet « Datalyste » était provisionné sur 12 mois à 100% pour 64 K€. Le recrutement est arrivé en octobre 2025 à 50 % -> -60 K€ par rapport au BI 2025.
- Pour le comité d'éthique de la recherche (CER), une hausse de la quotité du responsable avait été provisionnée. Cette dernière n'ayant pas eu lieu, l'enveloppe a été réduite sur ce budget (-34 K€).
- Dans le domaine de la communication, la mission d'un des agents a été recentrée sur la valorisation des Labex, en lien avec la stratégie scientifique de site ; son salaire sera justifié sur les fonds ANR et non plus sur la SCSP (-13 K€).

Entre 2024 et 2025 sur les départs de titulaires :

- 1 DGS en 2024
- 2 chargés de missions en 2024
- 1 correspondant SIFAC en 2024

Entre 2024 et 2025 sur les arrivés de titulaires :

- 1 correspondant SIFAC en 2024
- 1 DGS en 2025
- 1 gestionnaire RH en 2025.
- 1 adjoint à l'agent comptable en 2025

Un agent est revenu de détachement et a obtenu une mutation quelques mois plus tard : il sort donc des effectifs.

Le delta de 32 K€ entre le BR1 de fin d'année et le compte financier, provient principalement de régularisations d'IJSS à la suite d'absences. A cela, s'ajoute une erreur de quotité sur un agent qui sera régularisée en 2026. Enfin, une provision est toujours prévue afin d'anticiper le versement de rémunérations accessoires pouvant tomber en fin d'année (régularisation de transports par exemple). Cette dernière n'a pas été consommée en intégralité à la fin de l'année.

1.2. Autorisations d'emploi sur les ressources propres

Sur la masse salariale, hors budget Etat, une baisse des prévisions à hauteur de 894 K€ a été votée entre le BI 2025 et le BR1 2025. Une nouvelle baisse de 42K€ a lieu entre le BR1 2025 et le compte financier.

Parmi les principaux points de mouvements :

- Le corollaire de la bascule des agents du centre de santé mentale ainsi que des agents recrutés à des quotités inférieures que celles prévues initialement -> -384 K€.
- Le refléchage des agents sur le centre entrepreneuriat + 1 remplacement qui ne se fera pas -> +140 K€.

- Dans le cadre de la stratégie académique, la mise en place d'un nouveau projet autour de l'intelligence artificielle prévoyait le recrutement de 3 nouveaux agents pour 200 K€ au BI. Deux agents ont été recrutés seulement à l'été, et le 3eme était provisionné pour une arrivée en novembre (-130 K€). Le poste n'a pas été pourvu finalement cette année (-10 K€ déprogrammés) -> -140 K€ au total.
- Au sein de la stratégie immobilière, il y a eu des retards de recrutements pour remplacer des agents partis (-70 K€).
- Au sein de l'attractivité internationale, un poste sur appel à projet n'a pas abouti (-26 K€).
- Au sein de la fabrique de l'innovation, des départs d'agents n'ont pas été remplacés (-30 K€).
- Au sein du service INDULO, un nouveau recrutement financé sur appel à projet a été effectué (+22 K€).
- Sur le volet IADOC, deux démissions de doctorants non remplacés conduisent à une baisse (-19 K€).
- A la MMI (Maison des mathématiques et de l'informatique), les contrats de 2 chargés de médiation en place ont été reconduits, un autre a été transformé en CDI : à cela s'ajoute le recrutement d'un apprenti (+46 K€ au total).
- Sur CURSUS+, la démission d'un des deux agents restants fait baisser la provision initiale (-20 K€), le deuxième agent a fini son contrat début octobre.
- Concernant les Labex, les dialogues de gestion menés à la rentrée 2025 conduisent à une baisse de -452 K€ sur les prévisions de recrutements.

Le delta entre le BR1 et l'atterrissage provient de régularisations d'IJSS et provisions non utilisées. Il y a notamment une provision pour les étudiants accueillis à la I-Factory ainsi que pour ceux prévu dans le cadre l'appel à projet Région « Agir pour la réussite étudiante ». Les étudiants sont payés au service fait et, en fonction des heures effectuées, la rémunération peut varier d'un mois à l'autre ainsi que le moment du paiement.

1.3. Points divers et impact des mesures budgétaires

Il n'y pas eu d'ouverture de concours en 2025.

Il y a eu deux passages en CDI en 2025 :

- Un agent au sein de la MMI depuis septembre 2025.
- Un agent chargé de prévention au sein du centre de santé mentale depuis novembre 2025.

Il y a eu trois départs de CDI au sein des Labex :

- Deux agents au 31/12/2024, donc dont l'impact s'est répercuté en 2025.
- Un agent en juillet 2025, à la suite d'une démission, l'impact en année pleine sera en 2026.

L'augmentation du SMIC de 2 % au 1^{er} novembre 2024 a impacté seulement la rémunération de nos apprentis encore en place en 2025 -> +3.5 K€

La revalorisation du CAS pension de 4 % au 1^{er} janvier 2025 impacte l'établissement d'environ 35 K€.

La hausse du prix des abonnements de transports annoncée pour le 1^{er} janvier 2025 a entraîné mécaniquement une hausse de la participation au remboursement des transports des agents d'environ 3 K€.

1.4. Taxe sur les salaires

L'assujettissement à la taxe sur les salaires a été pris en compte ; cela représente un arriéré fiscal estimé à 2M€, se détaillant de la manière suivante :

- 786k€ pour 2023
- 640K€ pour 2024
- 560K€ pour 2025

L'impact pour l'exercice 2026 est estimé à 400K€.

Cet arriéré sera pris sur les différents financements de l'UdL (ANR, Dotation Campus) ainsi que sur le fonds de roulement de l'UdL.

Cette taxe n'aura pas d'impact sur notre volume d'emploi, en revanche, elle va impacter fortement le montant de la masse salariale, et de ce fait, va créer un décalage de proportion entre le plafond d'emplois et le plafond de la masse salariale.

2. Les recettes encaissées

2.1. Les recettes de l'établissement

Le taux d'exécution des recettes budgétaires s'établit à 100%. Des changements de périmètres ont été opérés, notamment pour les recettes afférentes au plan campus. Un travail a été mené par le service facturier recette afin de mieux gérer les opérations, et d'optimiser le taux d'exécution.

Enveloppe	RE CF 2024	RE BR1 2025	RE CF 2025	Taux d'exécution
Recettes fléchées	8 960 369 €	8 359 724 €	8 655 449 €	104%
Autres financements publics fléchés	8 235 370 €	7 930 549 €	7 745 446 €	98%
Financements de l'Etat fléchés	58250	0 €	6 162,00	0%
Recettes propres fléchées	666 749 €	429 175 €	903 842 €	211%
Recettes globalisées	38 175 705 €	39 888 188 €	39 730 017 €	100%
Autres financements de l'Etat	9 332 072 €	122 404 €	0 €	0%
Autres financements publics	17 238 416 €	26 960 355 €	25 327 794 €	94%
Recettes propres	4 871 463 €	5 889 974 €	7 420 253 €	126%
Subvention pour charges de service public	6 733 753 €	6 915 455 €	6 981 970 €	101%
Total général	47 136 074 €	48 247 912 €	48 385 466 €	100%

La SCSP représente 14% des recettes de l'établissement. Le Plan campus reste prépondérant dans les recettes, représentant 52% de celles-ci.

2.2. Les recettes par centre de responsabilité budgétaire

Code CRB	Nom CRB	RE CF 2025
901	Plan campus	26 232 620 €
902	PIA	3 661 323 €
903	Stratégie scientifique de site	23 366 €
930	Parcours universitaires & compétences	1 054 500 €
931	I-Factory	0 €
940	Excellence scientifique	1 304 437 €
950	Rayonnement international	340 293 €
960	Qualité de vie étudiante	-5 600 €
961	Centre de santé mentale	209 771 €
970	Immobilier & évolution des campus	6 073 627 €
980	Missions supports	661 163 €
990	Missions transversales	8 829 966 €
Total général		48 385 466 €

Le centre de responsabilité budgétaire le plus important en termes de recette est le Plan campus, qui correspond aux intérêts de la DNC que touche l'établissement, ainsi que les refacturations aux établissements d'une partie des PPP.

Les missions transversales comprennent la subvention pour charge de service public ainsi que la contribution des membres et des associés. S'ajoute les frais de gestion relatifs au Labex.

3. Les dépenses engagées et décaissées

A la fin de l'exercice 2025, la consommation des AE s'est élevée à 25,6 M€, celle des CP à 37,3 M€. Un budget rectificatif a été voté en décembre 2025, permettant de déprogrammer les opérations annulées ou décalées dans le temps.

Les taux d'exécution tant en AE qu'en CP montrent une hausse d'exécution, 91% en AE et 90% en CP contre 85% pour les AE et 70% pour les CP en 2024.

Les dépenses en AE

Enveloppe	AE CF 2024	AE BR1 2025	AE CF 2025	Taux d'exécution
Personnel	11 804 201 €	10 280 000 €	10 199 958 €	99%
Fonctionnement	35 079 356 €	11 208 834 €	9 138 633 €	82%
Investissement	5 261 413 €	6 685 606 €	6 279 784 €	94%
Total général	52 144 971 €	28 174 440 €	25 618 375 €	91%

Les dépenses en CP

La consommation des CP a été impactée par différentes actions non réalisées, notamment en fin d'année :

Enveloppe	CP CF 2024	CP BR1 2025	CP CF 2025	Taux d'exécution
Personnel	11 803 436 €	10 280 000 €	10 199 928 €	99%
Fonctionnement	15 100 318 €	18 592 426 €	15 828 113 €	85%
Investissement	18 003 946 €	12 370 283 €	11 254 458 €	91%
Total général	44 907 701 €	41 242 709 €	37 282 499 €	90%

En fonctionnement, des crédits relatifs à la I-Factory et au CSME n'ont pas été consommés. En effet, 2025 a été l'année de lancement de ces deux projets, et certaines incertitudes ont données lieu à cette sous-consommation. De plus, une opération mutualisée portée par le service numérique n'a pas pu être concrétisée.

Par ailleurs, suite à l'audit fiscal, et dans l'attente d'une meilleure lecture de la situation, un gel des dépenses Labex a été opéré mi-novembre, ce qui a conduit à une sous-exécution des budgets.

En investissement, des dépenses du plan campus, ainsi que des factures de travaux de la I-Factory ont été décalées à 2026 en toute fin de gestion.

3.1. Les dépenses par centre de responsabilité budgétaire

Code CRB	Nom CRB	CP BR1 2025	CP CF 2025	Taux d'exécution
901	Plan campus	14 512 283 €	12 947 784 €	89%
902	PIA	6 918 956 €	6 542 790 €	95%
903	Stratégie scientifique de site	31 000 €	28 454 €	92%
930	Parcours universitaires & compétences	2 269 472 €	2 085 381 €	92%
931	I-Factory	1 075 015 €	854 956 €	80%
940	Excellence scientifique	2 592 417 €	2 482 827 €	96%
950	Rayonnement international	991 460 €	838 308 €	85%
960	Qualité de vie étudiante	348 636 €	336 570 €	97%
961	Centre de santé mentale	1 056 050 €	900 779 €	85%
970	Immobilier & évolution des campus	5 916 564 €	5 653 307 €	96%
980	Missions supports	4 228 979 €	3 660 065 €	87%
990	Missions transversales	1 301 877 €	951 278 €	73%
Total général		41 242 709 €	37 282 499 €	90%

3.1.1. Plan campus

L'exercice 2025 est l'année de lancement d'une nouvelle phase de travaux, qui se traduira avec un impact budgétaire en 2026 et les années suivantes.

Au niveau des paiements, une sous exécution est constatée. Elle se ventile sur plusieurs projets qui ont donnés lieu à des décalages de paiement.

3.1.2. PIA

Les PIA sont composés principalement de trois programmes en 2025 :

- Les Labex : le gel des dépenses en fin d'année a donné lieu à une sous-exécution. Une reprogrammation des budgets, tenant compte de la taxe sur les salaires est en cours de réalisation début 2026. La majorité des Labex poursuivront leurs activités jusqu'au 31 décembre 2027.
- L'Idex : Les dernières opérations ont été justifiées en fin d'exercice. Elles donneront lieu à paiement en 2026.
- Cursus + : L'établissement a remboursé le trop-perçu en décembre 2025. Certaines justifications de partenaires sont en cours.

3.1.3. Parcours universitaires et compétences

Ce centre de responsabilité budgétaire comprend le Centre d'entrepreneuriat, Indulo, la Fabrique de l'innovation et Ludimoodle. La mise en place d'un suivi plus fin permet une meilleure exécution que l'exercice précédent.

3.1.4. I-Factory

Le budget de la I-Factory comporte les premières dépenses d'exploitation. Les premières prestations ont eu lieu en fin d'année, donnant lieu à des dépenses de ménage et de sécurité, comme pour chaque événement organisé.

3.1.5. Excellence scientifique

Ce centre de responsabilité budgétaire comprend le service des études doctorales, la documentation et la direction culture, sciences et société (DCSS).

Au niveau du service des études doctorales, certaines actions n'ont pas donné lieu à paiement sur 2024, du fait qu'elles ont pris du retard. Il en est de même pour la DCSS, pour laquelle le décalage se monte à environ 100K€.

Au niveau de la documentation, il s'agit d'achats mutualisés et refacturés aux établissements.

3.1.6. Rayonnement international

Ce centre comprend le Collegium et le service « attractivité et promotion internationale ». Des arriérés ont été payés au titre de la résidence du Collegium. En effet, la convention avec l'ENS (affectataire du bâtiment) a pris du retard, et les dépenses 2024 n'avaient pas été payées.

3.1.7. Qualité de vie étudiante

Le service a revu son périmètre, suite à la mise en place du centre de santé mentale. L'exécution est conforme à la prévision budgétaire.

3.1.8. Centre de santé mentale

L'ouverture du centre et son succès ont donné lieu au recrutement d'un psychologue supplémentaire. Les premiers ateliers de prévention ont eu lieu, et les premières réponses à appels à projet ont été positives. En effet, l'ARS et la Région ont donné une suite favorable à deux projets : la formation aux premiers secours en santé mentale et à l'accompagnement au lancement du centre.

3.1.9. Immobilier et développement des campus

Le budget du service comprend principalement les travaux de la I-Factory et les travaux de la chaufferie. La majorité des opérations opérées par le service ont basculé en opérations pour compte de tiers.

3.1.10. Missions supports

Le budget informatique se trouve en sous-exécution, cela provient principalement d'opérations mutualisées non réalisées.

Au niveau du service juridique, une enveloppe pour des frais d'avocat est toujours prévue, cependant, elle n'a pas été mobilisée en 2025.

3.1.11. Missions transversales

Le budget comprend les équipes de la Gouvernance/Présidence, ainsi que les personnels non présents dans une équipe dédiée. C'est notamment le cas de l'équipe d'accueil, de chargés de missions et des personnels mis à disposition dans d'autres établissements.

En termes de fonctionnement, le budget inclut les subventions et les cotisations versées par l'établissement (Fondation Innovation et Transitions, MSH, Blaise Pascal), les déplacements et missions de l'équipe Gouvernance/Présidence.

3.2. Les dépenses par destination (cf. tableau n°3)

La répartition des CP par destination (cf. tableau N°3) montre la part prépondérante des opérations immobilières, puis de la recherche à travers les Labex. Elle met aussi en évidence la caractéristique de la ComUE et ses missions atypiques en comparaison d'un établissement d'enseignement supérieur.

Destinations	CP CF 2024	CP CF 2025
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	0 €	- €
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	746 009 €	1 591 489 €
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	1 948 803 €	936 424 €
Formation initiale et continue	2 694 812 €	2 527 913 €
D105 - Bibliothèques et documentation	146 389 €	840 105 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	0 €	- €
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	21 829 €	- €
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	0 €	- €
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0 €	- €
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	0 €	- €
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	0 €	- €
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	5 344 046 €	6 864 140 €
D113 - Diffusion des savoirs et musées	742 602 €	904 119 €
D114 – Immobilier	25 966 994 €	18 388 251 €
D115 - Pilotage et support	9 542 419 €	6 520 621 €
	41 764 278 €	33 517 237 €
D201 - Aides directes aux étudiants	0 €	- €
D202 - Aides indirectes	0 €	- €

D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	448 611 €	1 237 349 €
Étudiants	448 611 €	1 237 349 €
Total général	44 907 701 €	37 282 499 €

4. Solde budgétaire (cf. tableau n°2)

Au global, le solde budgétaire ressort positif à hauteur de 11,1 M€, en hausse par rapport à 2024. Cela s'explique par une sous-utilisation de la dotation Plan campus. En effet, l'année 2025 a été un exercice de préparation des opérations qui seront lancées en 2026. Pour rappel, le remboursement de la part capital de l'emprunt contracté dans le cadre du plan campus, n'est pas budgétaire. Il convient donc de dégager un solde budgétaire permettant son remboursement.

En 2025, le rythme d'encaissement de certaines opérations est en décalage par rapport aux dépenses. L'exercice 2026 verra l'encaissement du solde de LUS notamment.

Dépenses (CP)	CP Compte Financier 2024	CP BR1 2025	CP Compte Financier 2025	Variation	Recettes	CP Compte Financier 2024	CP BR1 2025	CP Compte Financier 2025	Variation
Personnel	11 803 436 €	10 280 000 €	10 199 928 €	-1 603 508 €	Recettes globalisées	38 175 705 €	39 888 188 €	39 730 017 €	1 554 312 €
Fonctionnement	15 100 319 €	18 592 426 €	15 828 113 €	727 794 €	Recettes fléchées	8 960 369 €	8 359 724 €	8 655 449 €	-304 920 €
Investissement	18 003 946 €	12 370 283 €	11 254 458 €	-6 749 488 €					0 €
Total des dépenses	44 907 701 €	41 242 709 €	37 282 499 €	-7 625 202 €	Total des recettes	47 136 074 €	48 247 912 €	48 385 466 €	1 249 392 €
Solde budgétaire : bénéfice	2 228 373 €	7 005 203 €	11 102 967 €		Solde budgétaire : perte	0	0	0	

5. Opérations pour comptes de tiers (cf. tableau n° 5)

L'UdL effectue des opérations financières et comptables au profit de tiers sans avoir de marge de manœuvre sur ces opérations. Elle agit alors « pour le compte d'un tiers ».

C'est le cas notamment des dispositifs d'intervention pour compte de tiers et des opérations réalisées dans le cadre de conventions de mandat.

Les dispositifs d'intervention pour compte de tiers.

- **Institut Convergences** : PLASCAN (Financier ANR, établissement bénéficiaire : UCBL)
- **Écoles universitaires de recherche** :
 - H2O'Lyon (Financier ANR, établissement bénéficiaire : UCBL)
 - Manutech-sleight (Financier ANR, établissement bénéficiaire : Université Jean Monnet)
- Financement des **écoles doctorales** (Financeurs : membres de la Comue, établissements bénéficiaires : établissements accueillant des doctorants)
- **PUI** (financier ANR, Bénéficiaire : PULSALYS)
- **Ludimoodle** (Financier ANR, établissements)

Le fonctionnement consiste à encaisser des versements reçus de l'État, l'ANR, les établissements et à les redistribuer intégralement au bénéficiaire final de la mesure d'aide.

Les conventions de mandat, la ComUE met en œuvre des opérations (notamment pour des travaux immobiliers) pour le compte de tiers financeurs (les mandants).

CNSMD : Projet « Campus artistique »	montant du projet : 32,3M€
ECOLE CENTRALE DE LYON : Projet « Tremplin »	montant du projet : 9 M€
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE ST ETIENNE : Projet « Campus du futur »	montant du projet : 35,6 M€
ENSAL : CPER 2021 – 2027 et Plan de relance	montant du projet : 12,8 M€
IEP : Projet “ îlot Rognon ”	montant du projet : 1,7 M€
UGE : projet “ MOBEXPE ”	montant du projet : 4 M€
VETAGRO : VETCAMPUS dans le cadre du CPER 2021 -2027	montant du projet : 30,5 M€
UCBL : Projet “ Axel One ”	montant du projet : 3,24 M€

L’UdL est donc mandataire. Elle enregistre ces opérations dans des comptes de tiers **uniquement**. Ces opérations sont imputées aux subdivisions adéquates du compte 443.x. Toutes ces écritures sont passées par l'agent comptable, sur la base des informations qu'il reçoit ou que l'ordonnateur lui transmet.

Ces 2 types d’opérations n’entrent pas dans le périmètre de la comptabilité budgétaire : elles n’ont aucun impact sur le solde budgétaire. Elles n’ont également aucun impact sur le résultat patrimonial. Elles sont traitées en OPCT et renseignent le tableau 5 du budget et du compte financier.

Dans la liasse budgétaire :

Le tableau (5) des opérations pour compte de tiers représente donc l’exécution des décaissements et encaissements. Il est subdivisé en opérations, chaque opération correspondant à un dispositif (dépenses d’intervention ou convention de mandat) ou à un ensemble cohérent de comptes de tiers (liés par exemple à des encaissements et décaissements induits par la gestion de la TVA).

Il permet ainsi de mesurer les variations de trésorerie induites par les opérations pour comptes de tiers sur un exercice donné.

Opérations	Décaissements 2025	Encaissements 2025
EUR Sleight	562 726 €	562 726 €
EUR H2O	- €	770 714 €
CAMPUS DU FUTUR SAINT-ETIENNE	270 838 €	222 493 €
AXEL ONE	101 567 €	- €
CNSMD	1 132 394 €	539 846 €
ENSAL	1 219 287 €	864 642 €
ECOLE CENTRALE DE LYON	215 929 €	181 184 €
VETAGRO SUP	1 383 182 €	1 491 432 €

Ecoles Doctorales	457 999 €	129 934 €
TVA	2 740 921 €	2 880 157 €
	8 084 844,36 €	7 643 128,17 €

En conclusion, en 2025, l'UdL a fait une avance de trésorerie de 600 K€ dans le cadre des opérations pour compte de tiers.

6. Situation financière de l'exercice

6.1. Equilibre financier (cf. tableau n°4)

Au cours de l'exercice 2025, le niveau de trésorerie a augmenté de **2.3 M€**. En effet, le solde budgétaire de 11.1 M€ est diminué du remboursement du capital des emprunts et cautions (7.1M€), de la différence entre encaissements et décaissements des opérations **pour** comptes de tiers évoquées ci-dessus (0.4 M€) et de la différence entre encaissements et décaissements des opérations **sur** comptes de tiers (1.3 M€).

6.2. Situation patrimoniale (Cf. tableau n°6) (sous réserve de validation des comptes 2025 par les CAC)

En 2025, la ComUE a enregistré 28.45 M€ de charges et 29.86M€ de produits, ce qui lui permet de dégager un résultat net excédentaire de 1.4 M€.

Il est à noter que le résultat patrimonial du Plan campus est de 0€, les dépenses de fonctionnement étant entièrement financées par l'ANR.

Charges		Produits	
Personnel	10 531 716 €	Subventions d'Etat	17 920 938 €
Fonctionnement	15 440 440 €	Autres subventions	3 634 375 €
		Autres produits	7 696 087 €
Amortissements	2 478 648 €	Neutralisations	609 063 €
Excédents	1 409 658 €	Déficit	
	29 860 463 €		29 860 463 €
Résultat	1 409 657,93 €		
Amortissements	2 478 648,27 €		
Neutralisations	609 063,04 €		
CAF	3 279 243,16 €		
Emplois		Ressources	
		CAF	3 279 243,16 €
Investissements	10 465 856 €	FEA Etat	2 398 307,62 €
		FEA Autres	5 923 011,24 €
Cautions	15 000,00 €	Autres financements	- 1 438 246,82 €
Remboursement emprunts	8 886 181,09 €	Cautions	27 000,00 €
		Prélèvement sur FDR	9 177 722,04 €
	19 367 037 €		19 367 037 €

L'exercice 2025 a permis de dégager une capacité d'autofinancement de 3.2 M€, du fait de la comptabilisation d'une provision pour la taxe sur les salaires 2023 à 2024 (comme évoqué ci-dessus).

Les emplois se répartissent de la façon suivante :

Dépenses d'investissement 12.4 M€ (dont 2.8 M€ Plan campus)

Remboursements du capital des emprunts et des PPP du Plan campus 8.9 M€

Les cautions qui apparaissent dans ce tableau concernent le Collegium

Les ressources se répartissent de la façon suivante :

CAF évoquée ci-dessus

Les financements des dépenses d'investissement (dont 2.8 M€ Plan campus)

Des corrections d'erreurs induites par la fiabilisation du patrimoine de l'établissement (sorties d'éléments d'actif) pour 0,4 M€

6.3. Soutenabilité du budget

6.3.1. Les opérations pluriannuelles et les restes à payer (Cf. tableaux 9)

Les tableaux 9 de la maquette du compte financier ont été mis à jour en tenant compte des contrats de recherche (Idex, Labex et autres PIA notamment).

6.3.2. Les grands équilibres

Pour rappel, le solde budgétaire 2025 s'est établi à 11.1 M€ et le résultat comptable à 1.4 M€.

Après retraitement du résultat net avec les opérations sans flux de trésorerie, la ComUE dégage une capacité d'autofinancement de 3.2 M€.

L'année 2025 est marquée par une diminution du fonds de roulement de 9.1 M€.

Cette évolution du FDR s'explique par le remboursement du capital de l'emprunt du plan campus et des contrats de partenariat publics privés.

Le montant du FDR de l'UDL est de : 207 M€, il se décompose de la façon suivante :

- **184 M€ pour le PLAN CAMPUS** dont 149 M€ de capital d'emprunt restant à rembourser, 32 M€ de capital PPP restant à rembourser et 2 M€ de provisions.
- **23 M€ hors PLAN CAMPUS** dont 1,6 M€ de provisions.

Le montant de la trésorerie est de 32 M€ dont 21 M€ sur le PLAN CAMPUS ET 11 M€ hors PLAN CAMPUS dont 5 M€ correspondent à des avances versées dans le cadre des conventions de mandats.

6.3.3. Les principaux indicateurs

	Compte financier 2024	Compte financier 2025
CP hors investissement	26 903 755,00 €	26 028 041,15 €
1 journée de CP	73 708,92 €	71 309,70 €
15 jours	1 105 633,77 €	1 069 645,53 €
30 jours	2 211 267,53 €	2 139 291,05 €
Trésorerie	29 540 701,20 €	31 827 758,97 €
FDR	216 362 961,60 €	207 185 239,99 €
FDR hors PLAN CAMPUS	23 936 516,60 €	23 330 160,30 €
FDR corrigé en jours de fonct	325	327
Charges de personnel	11 416 946,00 €	10 531 715,88 €
Produits encaissables	26 481 405,40 €	29 251 399,52 €
Ratio DIZAMBOURG	43%	36%
Trésorerie en jours de fonctionnement	401	446

Ces indicateurs présentés dans l'arrêté du 5 décembre 2024 permettent d'analyser la situation financière des EPSCP. Dans le cas spécifique de la ComUE, ils doivent être considérés avec prudence compte tenu des spécificités de l'UdL.

La ComUE couvre les dépenses d'investissement par des financements externes et de l'emprunt. Les tirages d'emprunt augmentent naturellement le fonds de roulement, tandis que les remboursements viennent les diminuer.

Le FDR est donc corrigé en excluant le FDR Plan CAMPUS représenté par des "reste à payer sur le capital des emprunts et des PPP pour permettre une analyse cohérente.

Le FDR corrigé en nombre de jours de fonctionnement est très important, il s'explique par la nature des dépenses de la ComUE : essentiellement des dépenses d'investissements.

Le ratio DIZAMBOURG est bas, il s'explique par la spécificité de la ComUE.

7. Conclusion

L'exercice 2025 a permis de poursuivre les actions nécessaires à l'amélioration de la fiabilité des données budgétaires et comptables au sein de l'établissement, conformément au plan d'actions défini à la suite de l'audit de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche.

Ces éléments de clarification seront poursuivis sur 2026, notamment avec une meilleure comparaison des données grâce à la structure budgétaire mise en place en 2024.

Les actions correctives ont permis une évolution favorable des taux d'exécution en dépenses et en recettes.